



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC SEMAINE DU 26 JUILLET AU 2 AOUT 2017

Activités des composantes de la MONUSCO

Protection de l'enfant :

La reddition, le 26 juillet 2017, du chef du groupe armé Nduma Défense du Congo (NDC), Ntabo Ntaberi Sheka, constitue un développement significatif en matière de justice aux victimes des crimes contre l'humanité, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants. La Section Protection de l'enfant de la MONUSCO a documenté au moins 154 enfants recrutés par le NDC sous le commandement de Sheka.

Ces chiffres ne présentent qu'une partie du nombre réel de recrutement d'enfants perpétré par le NDC. Près de la moitié de ces enfants étaient âgés de moins de 15 ans et étaient utilisés comme combattants. Cela constitue un crime de guerre en vertu des instruments juridiques internationaux. De même, la Section a vérifié au moins 59 violations contre les enfants - y compris les violences sexuelles, les meurtres et les mutilations, les enlèvements et les attaques contre les écoles.

La Section se tient disposée à soutenir et suivre de près les procédures judiciaires engagées contre Ntabo Ntaberi Sheka afin que les crimes commis contre tous ces enfants ne restent pas impunis. Par ailleurs, la Section demande instamment que tous les enfants qui se trouvent encore dans les rangs du NDC soient libérés sans délai.

Le cas de Sheka est le dernier en date d'une série de changements prometteurs dans le cadre de la lutte contre l'impunité des violations des droits de l'enfant en RDC. La semaine dernière, un procès s'est ouvert contre l'ancien chef des FDLR "Lionceau" Nzitonda Seraphin pour crime de guerre et crime contre l'humanité, y compris les violences sexuelles et l'enlèvement d'enfants. En outre, la Section continue de faire le plaidoyer pour que des officiers des FARDC accusés de recrutement illégal et d'utilisation d'enfants soient également traduits en justice.

Du 24 au 28 juillet 2017, la Section Protection de l'enfant de la MONUSCO a documenté 47 cas de violations graves des droits de l'enfant perpétrées par des groupes armés et la milice Kamuina Nsapu dans les régions du Kasai et de l'Est de la RDC. Près de 80% de ces violations concernent le recrutement et l'utilisation d'enfants.

Le premier responsable de tels actes est la milice Kamuina Nsapu (12) suivi des groupes armés Mayi-Mayi Mazembe, FDLR Foca, FRPI, APCLS, Mayi-Mayi Charles, NDC Renové, FDLR RUD et CNRD. Dans les

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

localités de Lubero et Bukavu, la Section a enregistré quatre cas de viols sur des filles mineures. Les responsables sont les groupes armés NDC Renové et des membres de la PNC (1) et des FARDC (2).

Suite aux récents affrontements armés qui ont eu cours les 17 et 18 juillet 2017 entre les éléments des groupes armés NDC-Renové et Mayi-Mayi Mazembe dans les territoires de Lubero et Walikalé, la Section a constaté que quatre hôpitaux et deux écoles primaires ont été détruits ou pillés. Aussi, dans le même contexte, un garçon associé au groupe armé NDC-Renové a perdu la vie.

Bismack Biyombo, joueur de basketball à la NBA (National Basketball Association) a affirmé son soutien à la lutte contre le recrutement d'enfants et les autres formes de violations graves des droits de l'enfant, lors d'une interview accordée à Radio Okapi. Bismack a souligné que les enfants ne devraient, en aucune circonstance, être recrutés ou utilisés comme combattants. De plus, il a encouragé la promotion de l'éducation pour les enfants. L'interview peut être consultée sur le compte Facebook de la Section Protection de l'enfant.

Information publique :

A la demande de la Congrégation des petites servantes des pauvres, la MONUSCO-Kalemie organise le jeudi 3 août 2017, une visite guidée du quartier général de la MONUSCO pour 300 enfants des quartiers défavorisés de Kalemie.

Cette activité s'inscrit dans le programme de colonie de vacances qu'offre la Congrégation aux enfants âgés de 7 à 15 ans. Outre la visite du site, les enfants recevront des informations sur les Nations Unies, la MONUSCO, principalement sur le droit à l'éducation, la lutte contre le recrutement des enfants dans les groupes armés conformément à la campagne « *Plus Jamais de Kadogo* ». Des fournitures scolaires seront remises aux enfants en fin d'activité.

Police MONUSCO :

Dans le cadre de la protection des civils, conformément à la résolution 2348 du Conseil de sécurité des Nations Unies, la Police des Nations Unies (UNPOL) continue ses actions de dissuasion par des missions de Task-force et de patrouilles à travers tout le pays, aussi bien dans les régions qu'à Kinshasa.

59 missions de la Task-force dans 18 régions ont été exécutées et 292 patrouilles simples et conjointes ont été réalisées par la Police des Nations Unies cette semaine.

Durant la semaine écoulée, la Police de la MONUSCO a effectué 187 missions de colocation dans 25 localités. Ainsi, au cours de ces missions, les secteurs, sous-secteurs et antennes UNPOL, à travers les visites conjointes de cellules de garde à vue, ont rapporté 24 cas de violences sexuelles basées sur le genre. Parmi ces victimes, la plupart sont des mineures dont l'âge varie entre 8 et 17 ans. La Police de la MONUSCO a recommandé aux enquêteurs de la PNC d'établir des réquisitions à médecin pour les victimes qui n'ont pas bénéficié de soins psycho-médicaux afin qu'elles soient aussi prises en charge.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Dans le cadre de la mise en œuvre de la SOLIB (Stratégie Opérationnelle de Lutte contre l'Insécurité à Beni), de la SOLIG (Goma), de la SOLIO (Oicha), de la SOLIUUV (Uvira), SOLIBU (Bunia), SOLIKA (Kalemie) et la SOLIBUK (Bukavu), sur la période du 24 au 30 Juillet 2017, une quantité totale de 2 676 litres de carburant et plus de 12 195, 275 kg de vivres ont été servis aux unités de la PNC engagées sur le terrain.

Dans le cadre de la formation initiale et continue, ainsi que du recyclage, UNPOL participe à la formation de 1 084 agents et cadres de la PNC, dont 121 femmes.

Ces formations ont lieu dans les Ecoles de Police de Lubumbashi, Bukavu, Kinshasa, et aussi dans les régions de Mbandaka et Goma.

De source locale, il a été rapporté que le 25 juillet, le chef Mayi-Mayi et leader de Nduma Defense of Congo (NDC) le nommé Ntabo Taberi Cheka s'est volontairement rendu à la MONUSCO à Mutongo, territoire de Walikale avec quatre éléments armés, deux femmes et 10 enfants. Le chef rebelle, qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt national délivré par la justice congolaise en 2011, a été transféré à Goma le 26 juillet.

Activités de l'Equipe-pays

UNICEF :

Semaine mondiale de l'allaitement maternel (Du 1er au 7 août 2017) :

En RDC, près d'un enfant de moins de cinq ans sur deux (43 %) souffre de malnutrition chronique. Bien que 98 % des enfants soient allaités, il existe cependant de mauvaises pratiques en matière d'allaitement maternel. L'Enquête Démographique et de Santé (EDS 2013-14), révèle que 52 % des nouveaux nés sont mis au sein dans l'heure qui suit l'accouchement, 48 % d'enfants sont allaités exclusivement au sein jusqu'à l'âge de 6 mois.

Mais il reste encore l'autre moitié des enfants qui ne bénéficient toujours pas de leur droit à un bon départ dans la vie et près de 66% des enfants continuent à être allaités au sein jusqu'à 2 ans. Cette situation ne permet pas d'offrir un bon départ aux enfants de moins de 5 ans pour le développement de leur cerveau et pour leur croissance car après la fenêtre d'opportunité de 1000 premiers jours de la vie de l'enfant, période allant de la conception jusqu'à l'âge de 2 ans, la malnutrition entraîne des lésions mentales et physiques irréversibles.

Le Gouvernement de la RDC et ses partenaires devraient s'investir pour accroître le financement pour la mise en œuvre des politiques, des programmes et des interventions sur la promotion de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) à travers les Consultations Préscolaires (CPS) redynamisées, la Nutrition à Assise Communautaire (NAC), les Journées de Santé de l'Enfant (JSE) et la prise en Charge de la Malnutrition Aigüe Sévère (PCIMA).

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Les contributions des différents acteurs et secteurs sensibles à la nutrition (Santé, Eau, hygiène et assainissement, Education, Agriculture, Protection sociale, Genre) et des secteurs privés sont d'une grande importance pour protéger, promouvoir et soutenir l'allaitement maternel en RDC, une des interventions à haut impact, avec un cout-efficacité remarquable qui contribue dans la lutte contre la malnutrition chronique.

Le Gouvernement de la RDC et ses partenaires se sont engagés à protéger, promouvoir et soutenir l'allaitement maternel afin de contribuer à améliorer les objectifs de développement durable ODD 2 (Nutrition), ODD 3 (prévenir la mortalité infantile et réduire le risque de maladies non transmissibles) et ODD 4 (favoriser le développement cognitif et l'éducation).

La clôture du camp des déplacés de Mugunga 3, est intervenue le 31 juillet dernier. Plus 4 000 personnes soit 1.712 ménages étaient encore présents sur ce site.

D'ici la fin de l'année 12 sites de déplacement seront fermés. Environ 13.327 personnes, soit 5.341 ménages seront concernés par cette fermeture.

Pour rappel, lors de la collecte d'intentions auprès de personnes déplacées internes, trois solutions durables ont été retenues :

Le retour volontaire des déplacés dans leurs villages d'origine pour des raisons de rétablissement de la sécurité ; la relocalisation pour d'autres vers des sites plus proches de leurs villages d'origine et la dernière catégorie a choisi l'intégration locale. Pour cette dernière catégorie, certains ménages avaient déjà soit négocié l'achat ou acheté des terrains à Mugunga même et/ou à Rusayu, pas loin de Mugunga.

Le HCR avec la coordination du Cluster Protection ainsi que la CNR (Commission Nationale de Réfugiés) travaillent d'arrache-pied afin d'appuyer ces ménages pour l'obtention des documents légaux de propriété en vue d'anticiper des problèmes qui pourraient survenir.

HCR : Clôture du camp des déplacés de Mugunga 3

La clôture du camp des déplacés de Mugunga 3, est intervenue le 31 juillet dernier. Plus 4 000 personnes soit 1.712 ménages étaient encore présents sur ce site. D'ici la fin de l'année 12 sites de déplacement seront fermés. Environ 13.327 personnes, soit 5 341 ménages seront concernés par cette fermeture.

Pour rappel, lors de la collecte d'intentions auprès de personnes déplacées internes, trois solutions durables ont été retenues :

Le retour volontaire des déplacés dans leurs villages d'origine pour des raisons de rétablissement de la sécurité ; la relocalisation pour d'autres vers des sites plus proches de leurs villages d'origine et la dernière catégorie a choisi l'intégration locale. Pour cette dernière catégorie, certains ménages avaient déjà soit négocié l'achat ou acheté des terrains à Mugunga même et/ou à Rusayu, pas loin de Mugunga.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le HCR avec la coordination du Cluster Protection ainsi que la CNR (Commission Nationale de Réfugiés) travaillent d'arrache-pied afin d'appuyer ces ménages pour l'obtention des documents légaux de propriété en vue d'anticiper des problèmes qui pourraient survenir.

Situation militaire

(Par le Lt-Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Voici les principales informations concernant la situation militaire :

Le chef de Nduma Defense of Congo (NDC), Ntabo Ntaberi Sheka, s'est volontairement rendu le 25 juillet 2017 aux troupes de la MONUSCO à **Mutungo**, dans le Nord-Kivu. Sheka a été transféré à **Goma** et se trouve sous la supervision de la MONUSCO.

Rappelons qu'en janvier 2011, les autorités congolaises ont délivré un mandat d'arrêt contre Sheka pour crimes contre l'humanité et de viol collectif. Cependant, il est resté en liberté pendant plus de six (6) ans alors que son groupe armé, connu sous le nom de NDC-Sheka, a continué à commettre des crimes graves.

Toujours au chapitre des redditions, entre le 24, et le 30 juillet 2017, plus de onze Mayi- Mayi /Charles, un cadre Nyatura et trois autres combattants (dont deux garçons de 15 et 16 ans) se sont rendus à la MONUSCO sur le territoire de Rutshuru. Les contrôles de sécurité imposés dans la zone isolent et affaiblissent les groupes armés du Nord-Kivu et poussent de nombreux combattants à se rendre.

Des opérations militaires intensives se poursuivent actuellement à **Himbi, Munigi, Walikale, Kitchanga** et **Kiwanja**, dans le but de protéger les populations contre l'activisme des groupes armés

Par ailleurs, l'incendie qui s'est déclaré hier mardi le 1^{er} août à la prison de Goma pour mineurs et femmes a été maîtrisé après l'intervention proactive de l'équipe de lutte contre l'incendie de la MONUSCO. Les détenus ont pu être évacués.

Enfin, la MONUSCO poursuit, en liaison avec les autorités provinciales de **Moba**, ses efforts visant à ramener le calme dans cette partie de la province du **Tanganyika**, après des affrontements récents entre les Mayi- Mayi et les Forces gouvernementales.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org tél +243 997 06 88 04